Un catastrophisme au service de l'action publique ?

Romain Mularczyk et Renaud Bécot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/2216>

DOI : 10.4000/allemande.2216

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 49-66

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Romain Mularczyk et Renaud Bécot, « Un catastrophisme au service de l'action publique ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 52-1 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2021, consulté le 20 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/2216> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.2216>

Un catastrophisme au service de l'action publique?

■ Romain Mularczyk* et Renaud Bécot**

Introduction

De la fin des années 1970 au tournant des années 1990, le ministère de l'Environnement français multiplie les commandes de rapports visant à comprendre l'origine des catastrophes industrielles survenues depuis les années 1960. Elles font l'objet d'analyses spécifiques réalisées par des experts qui, sur ces bases, dressent de nouvelles catégories sémantiques pour qualifier la réalité de phénomènes liés à l'industrialisation des sociétés occidentales. Ces réflexions accompagnent la mutation du régime des risques industriels en France, c'est-à-dire l'évolution de la réglementation, des pratiques administratives et plus largement des rapports sociaux entre les acteurs intéressés par la régulation des activités⁽¹⁾. Parmi les catégories forgées figure le « risque majeur », défini par Patrick Lagadec au début des années 1980 et traduit dans le champ politique avec la formation d'un Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, le 12 novembre 1981. Celui-ci est confié à la direction d'Haroun Tazieff: proche du président François Mitterrand, ce vulcanologue de renom s'est d'abord intéressé aux « risques naturels », avant d'y adjoindre le cas des « risques technologiques »⁽²⁾.

Cette période apparaît comme un terrain d'enquête opportun au moins à deux titres. À l'échelle internationale, elle se caractérise davantage comme un moment de reflux des questions environnementales⁽³⁾. Pourtant, certains travaux éclairent également

* Ingénieur d'études, MSH Lyon-Saint-Étienne – USR 2005.

** Post-doctorant en histoire contemporaine, LARHRA – UMR 5190.

1 Christopher SELLERS et Joseph MELLING, « From Dangerous Trades to Trade in Dangers: Toward an Industrial Hazard History of the Present », in: Christopher SELLERS et Joseph MELLING (dir.), *Dangerous Trade. Histories of Industrial Hazard across a Globalizing World*, Philadelphie, Temple university press, 2012, p. 4.

2 Haroun TAZIEFF, « Préface », in: Robert ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastologie*, t. 1, Secrétariat d'État aux risques naturels et technologiques majeurs, 1989.

3 James Morton TURNER et Andrew ISENBERG, *The Republican Reversal. Conservatives and the Environment from Nixon to Trump*, Cambridge, Harvard university press, 2018.

l'actualisation de thématiques environnementales⁽⁴⁾. La décennie 1980 est un moment de construction d'une pensée originale, où la question écologique est reformulée au prisme d'une réflexion sur l'importance croissante des risques et catastrophes dans le devenir de la civilisation thermo-industrielle.

Dans les discours contemporains, le « catastrophisme » est souvent synonyme de stigmat, terme contribuant à disqualifier et parfois à balayer les réflexions portées par les acteurs qui y sont associés⁽⁵⁾. Ces courants sont aussi, parfois, accusés de nourrir une forme de résignation politique⁽⁶⁾. Cet article invite à décontemporaniser le regard, en éclairant les conditions de naissance d'une pensée de la catastrophe au sein de l'administration française, qui contribue à transformer l'action publique dans le domaine de la gestion des risques industriels. Cette pensée a pris le visage d'un catastrophisme parce qu'elle donne naissance à un groupe d'experts qui ont fait spécialité de penser les scénarios les plus pessimistes quant à la survenue d'accidents industriels. De plus, si tous les catastrophismes ne sauraient être qualifiés d'écologiques, ces experts pensent la spécificité de la modernité industrielle comme pouvant conduire à des désastres altérant profondément les écosystèmes. Nous éclairons ainsi la genèse d'un « catastrophisme technocratique » qui s'ancre dans le contexte social et administratif propre à la France des décennies 1970 et 1980.

Si l'analyse réflexive portée sur les modalités du développement des sociétés contemporaines n'est pas l'apanage de celles du second XX^e siècle⁽⁷⁾, l'émergence d'une pensée de la catastrophe en France témoigne de la construction d'une démarche spécifique, convoquant les efforts concertés de multiples champs d'expertise dialoguant étroitement avec les administrations publiques. Cette pensée se construit souvent dans la foulée des catastrophes : c'est l'événement – celui de l'explosion de la raffinerie de Feyzin en 1966 – puis les accidents successifs, comme ceux de Seveso ou Tchernobyl, qui suscitent un effort de mobilisation croissant de la part des pouvoirs publics. Toutefois, se construit surtout une singularité en distinguant ces accidents industriels des années 1960 à 1980 de leurs occurrences passées, en considérant notamment les effets différés de la contamination de certains milieux provoquée par les activités chimiques ou nucléaires. Dans une décennie au cours de laquelle la réflexion sur les « risques » s'impose dans plusieurs travaux sociologiques et philosophiques, nous éclairerons les glissements qui s'opèrent entre le « catastrophisme technocratique » et la réflexion sur les risques.

4 Jean-François MOUHOT, James MCKAY et Matthew HILTON, « Le greenrush. Essai d'interprétation de la "bulle verte" au Royaume-Uni dans les années 1980 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 113 (2012), p. 67-81.

5 Jérôme BASCHET, *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018, p. 93.

6 Voir notamment Antoine CHOLLET et Romain FELLI, « Le catastrophisme écologique contre la démocratie », *VertigO*, 15/2 (2015), journals.openedition.org/vertigo/16427 (consulté le 15 juillet 2019) ; Daniel TANURO, « La plongée des "collapsologues" dans la régression archaïque », *Contretemps*, 2019, www.contretemps.eu/critique-collapsologie-regression-archaïque/ (consulté le 15 juillet 2019).

7 Jean-Baptiste FRESSOZ et Dominique PESTRE, « Risques et société du risque depuis deux siècles », in : Dominique BOURG, Pierre-Benoît JOLY et Alain KAUFMANN (dir.), *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, p. 19-56.

Parallèlement, nous proposerons de réévaluer le travail d'Ulrich Beck en le saisissant, non comme un objet décontextualisé, mais davantage comme le révélateur, aux côtés d'autres travaux⁽⁸⁾, d'un moment intellectuel transnational que nous identifions durant la décennie 1980. Si les sociétés contemporaines ne sont pas subitement devenues réflexives durant le second XX^e siècle, elles semblent, notamment à la lumière de conditions nouvelles d'appréhension et de représentation du monde⁽⁹⁾, avoir intégré progressivement l'idée d'un changement de paradigme dans les modalités de définition des risques inhérents aux modes de développement industriel. Ainsi, à la suite de la catastrophe de Feyzin, un premier temps d'interrogation émerge, bousculant partiellement les structures administratives encadrant l'industrie ainsi que le corpus législatif attenant. Au début de la décennie 1980, la constitution d'un organisme dédié à l'étude des «risques majeurs» offre à la fois des débouchés propices à la constitution d'un groupe d'experts *ad hoc* et la stabilisation de catégories spécifiques permettant de penser un catastrophisme au service de l'action publique. Moment de définition, il est sans doute autant celui d'une grande interrogation, partagée par d'autres, offrant des jalons pour penser ce qui apparaît alors comme un véritable changement de paradigme.

L'ombre des catastrophes dans l'invention d'une politique de l'environnement industriel en France

L'invention d'une administration dédiée à l'environnement industriel⁽¹⁰⁾ s'inscrit, en France, dans un contexte marqué par les réactions à l'explosion de la raffinerie de Feyzin qui entraîne, le 4 janvier 1966, la mort de 18 personnes. La rhétorique de la catastrophe constitue alors une occasion pour certains secteurs de la haute fonction publique, à commencer par les ingénieurs des Mines – dont les missions traditionnelles déclinent –, de retrouver un rôle plus dynamique au sein de l'État, notamment en participant à l'environnementalisation graduelle de l'action publique.

Dès la fin des années 1950, la France connaît une transformation de ses structures industrielles. En 1960, l'adoption du Plan Jeanneney concrétise la suppression de milliers d'emplois de mineurs et anticipe le déclin des charbonnages. Dans le même temps, la part du pétrole dans le mix énergétique français augmente, jusqu'à dépasser la consommation de charbon en 1965. Cette mutation du système énergétique est amplifiée par l'expansion des industries pétrolières, générant de nouveaux risques. La

8 On pourrait, à ce titre, évoquer ceux de Hans Jonas qui constituent une pensée pionnière et particulièrement influente du catastrophisme environnemental. Voir en particulier Hans JONAS, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique* (1979), Paris, Flammarion, 2013.

9 On peut évoquer ici la part des nouvelles techniques informatiques étudiées notamment par Paul Edwards, contribuant, selon lui, à rendre possible une «clôture» du monde devenu lisible à partir des représentations dressées par les outils de modélisation – ceux mobilisés par le Club de Rome – à grande échelle que rend possible l'ordinateur. Voir Paul EDWARDS, *The Closed World: Computers and the Politics of Discourse in Cold War America*, Cambridge, MIT Press, 1996. Sur la place des modélisations dans la définition des enjeux environnementaux au XX^e siècle: Paul EDWARDS, *A Vast Machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming*, Cambridge, MIT Press, 2011.

10 Façonnée par la sédimentation d'expériences administratives au tournant des années 1970, la notion d'«environnement industriel» recouvre l'ensemble des préoccupations relatives aux débordements des activités productives dans les écosystèmes et à la sécurité des populations riveraines.

catastrophe de Feyzin précipite ainsi le débat sur l'inadaptation du corpus juridique permettant de répondre aux pollutions et risques industriels. La loi sur les établissements incommodes et insalubres, héritée du décret napoléonien de 1810 et réformée en 1917⁽¹¹⁾, se trouve ainsi contestée. Antérieure à l'expansion des industries pétrolières et pétrochimiques en France, elle ne pouvait tenir compte de la formation des risques liés à ces nouvelles activités. De plus, les infrastructures pétrolières étaient soustraites à ce régime : leur implantation était réglementée par un décret-loi du 1^{er} avril 1939 relatif aux procédures d'urgence pour la construction des dépôts d'hydrocarbures.

Le tournant dans la réforme des régulations industrielles s'engage dès les mois qui suivent la catastrophe. Certains ingénieurs des Mines envisagent leur reconversion dans la gestion des risques industriels. Jusqu'alors, l'inspection des établissements incommodes et insalubres était dévolue aux inspecteurs du travail, qui assuraient cette fonction sans disposer d'une formation spécifique. La transmission de cette compétence vers le corps des Mines est envisagée dès le début de la décennie⁽¹²⁾. Plusieurs préfets officialisent ce transfert dès l'année 1968, avant que la décision ne s'applique à l'échelle nationale en 1971⁽¹³⁾. La mémoire de Feyzin constitue ainsi un instrument pour disqualifier les formes de régulation des risques qui avaient prévalu jusqu'alors.

En parallèle, l'année 1968 est celle de la formation d'un Service des établissements classés, au sein du ministère de l'Industrie. Le décret fondateur, le 18 avril 1968, installe un Service de protection contre les nuisances industrielles⁽¹⁴⁾. Il est initialement dirigé par André Rebière, ancien responsable de l'Hygiène et de la Sécurité au sein de la direction des Mines, au ministère de l'Industrie. Il réunit initialement une poignée d'ingénieurs des Mines, dont les travaux s'orientent prioritairement vers les secteurs industriels réputés polluants et dont les bénéfices générés leur permettent d'investir dans des dispositifs de dépollution. À l'heure de l'invention d'une administration dédiée, il se métamorphose peu à peu, prenant le titre de Service de l'environnement industriel (SEI). Rattaché au ministère de l'Environnement à compter de l'année 1971, il s'impose comme un acteur incontournable des politiques environnementales, dont la singularité réside dans une approche technicienne de la réduction des pollutions industrielles. Le SEI devient ainsi l'un des services intégrés à la Direction centrale de la prévention des pollutions et des nuisances (DPPN) en 1973, tout en conservant des relations étroites avec le ministère de l'Industrie. Ce service s'impose comme « la clef de voûte de l'édifice doctrinal de prévention des risques technologiques »⁽¹⁵⁾.

L'œuvre de la DPPN et du SEI consiste ainsi à actualiser la réglementation et à répondre à l'affirmation de mouvements écologistes au sein de la société française. La loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), adoptée le 19 juillet 1976 et dont les décrets d'application sont publiés le 21 septembre

11 Geneviève MASSARD-GUILBAUD, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

12 AD Rhône, 1863W1, Lettre du ministre de l'Industrie aux préfets, 5 août 1963.

13 Pierre LASCOUMES, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994, p. 133.

14 Daniel BOULLET, *Entreprises et environnement en France de 1960 à 1990. Les chemins d'une prise de conscience*, Genève, Droz, 2006, p. 142.

15 Geneviève DECROP et Claude GILBERT, « L'usage des politiques de transition : le cas des risques majeurs », *Politiques et management public*, 11/2 (1993), p. 150.

1977, constitue la traduction de cette mutation de la réglementation. La loi confirme la création d'un corps d'inspection spécifiquement dédié aux ICPE, permettant à la DPPN et aux Directions régionales de l'industrie (DRIR) de recruter plusieurs dizaines d'inspecteurs au terme de la décennie⁽¹⁶⁾. Parmi les outils administratifs qui sont alors consolidés, le décret de 1977 contraint les industriels qui démarrent une nouvelle activité à produire deux études. L'étude d'impact éclaire les retombées de la production sur les environs de l'usine, en décrivant les dispositifs techniques prévus pour maîtriser les nuisances. Quant à l'étude des dangers, elle permet d'anticiper les facteurs de risque et d'inciter l'industriel à programmer les ressources dont dispose l'industrie en cas de sinistre.

L'élaboration de cette réglementation, puis l'allocation de moyens humains spécifiques, donne naissance à une nébuleuse d'experts. Ceux-ci alimentent une réflexion sur la formation de risques associés à la modernité industrielle née dans l'après-guerre. En France, c'est donc la montée en puissance d'une rationalité environnementale au cœur de l'État qui conduit à la formalisation d'une réflexion sur les risques et les catastrophes à l'issue de la décennie 1970.

Cette démarche est portée par un milieu expert, au sein duquel deux types de trajectoires peuvent être repérées. D'une part, plusieurs jeunes chercheurs travaillant dans des laboratoires tels que ceux de l'École polytechnique initient des études sur les risques et catastrophes. Les premiers travaux de Patrick Lagadec profitent des informations produites par des inspecteurs des installations classées au sein des DRIR. L'auteur bénéficie aussi de commandes du Ministère pour réaliser des « retours d'expérience »⁽¹⁷⁾. Ses ouvrages proposant une réflexion théorique générale sur le risque, à l'instar de *La civilisation du risque*⁽¹⁸⁾, se fondent ainsi sur l'accumulation d'études empiriques qui permettent une montée en généralité. Par-delà la figure de Patrick Lagadec, certains courants issus de la sociologie du travail accompagnent la formation d'une réflexion sur les risques industriels, à commencer par Denis Duclos⁽¹⁹⁾.

La seconde catégorie d'experts est un assemblage non homogène d'ingénieurs travaillant dans des centres de recherche appliquée qui profite de l'opportunité ouverte par la loi de 1976 pour organiser la mise en œuvre de nouvelles procédures d'évaluation

16 Pierre LASCOURMES, « La formalisation juridique du risque industriel en matière de protection de l'environnement », *Sociologie du travail*, 31/3 (1989), p. 330.

17 Mentionnons par exemple: Patrick LAGADEC, *Développement, environnement et politique vis-à-vis du risque. Le cas britannique*, Laboratoire d'Économétrie de l'École Polytechnique, avril 1979; Patrick LAGADEC, *Développement, environnement et politique vis-à-vis du risque. Le cas de l'Italie: Seveso*, 1979; Patrick LAGADEC, *Le problème de la sûreté d'un grand complexe industriel. Le cas de Canvey Island (UK), 1978-1982*, Ministère de l'Environnement, Service de l'Environnement Industriel, mai 1982; Patrick LAGADEC, *L'accident de Mississauga-Toronto (10-16 novembre 1979)*, Laboratoire d'Économétrie de l'École Polytechnique. Ministère de l'Environnement, Service de l'Environnement Industriel, avril 1983; Patrick LAGADEC, *Défaillances technologiques et situations de crise. La catastrophe de San Juan Ixhuatepec, Mexico, 19 novembre 1984*, Laboratoire d'Économétrie de l'École Polytechnique, février 1985.

18 Patrick LAGADEC, *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Paris, Seuil, 1981.

19 Voir par exemple Denis DUCLOS, « La société française et les risques industriels majeurs », *Annales des Mines*, n° 193, octobre-novembre 1986.

des risques. Ainsi, un ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Robert Andurand, procède à la réalisation du premier rapport de sûreté appliqué à une industrie pétrochimique en France dès 1976⁽²⁰⁾. Cette démarche existait auparavant dans le secteur nucléaire : le rapport consiste à faire élaborer un document par un organisme réputé indépendant, afin d'évaluer si les préconisations préalables à l'installation d'une activité industrielle ont été respectées. Cette procédure permet à l'administration de conforter ou d'infléchir ses décisions par une évaluation externe, tout en étant parfois présentée comme une manière d'inciter les industriels à consentir à certaines adaptations techniques. Bien que la procédure soit recommandée par le Conseil supérieur des établissements classés, elle est alors menée hors des cadres légaux. Le succès de la démarche mène toutefois à la reconduction de cette pratique, qui se banalise au fil des années suivantes. Le développement des rapports de sûreté permet ainsi la formation d'un petit réseau d'ingénieurs – aux spécialisations techniques distinctes – qui saisissent cette opportunité, ainsi de Robert Andurand, mais aussi de Roger Grollier-Baron, ingénieur des Poudres à l'Institut français du pétrole au cours de ces années.

La construction d'une mémoire d'État de la catastrophe de Feyzin contribue à accélérer une mutation du régime des risques industriels dans la France des années 1970. Ce renouvellement réglementaire contribue à l'affirmation d'une compétence environnementale dans de nouveaux secteurs de l'administration, en particulier parmi les ingénieurs du corps des Mines qui s'engagent dans les politiques de l'environnement industriel. Les tâtonnements dans le renouvellement de l'action publique permettent l'affirmation d'un milieu d'experts qui déploient une pensée de la singularité des catastrophes dans les sociétés contemporaines.

La traduction politique de la pensée technocratique des catastrophes

Les relations entre ces différents ingénieurs restent circonstancielles. En effet, leurs trajectoires les distinguent nettement : les convergences entre un ingénieur des Poudres, un membre du CEA et un chercheur restent limitées. Par-delà leurs échanges réguliers avec les administrations de l'environnement industriel, ces experts interviennent également dans certaines revues situées à l'intersection de l'administration, de l'expertise et du champ politique. *Futuribles* ou *Aménagement & nature* sont ainsi des lieux d'échanges entre ces experts et des élus politiques qui s'emparent peu à peu des réflexions sur les catastrophes. Ainsi, la démarche réflexive initiée par ces auteurs connaît une traduction politique à l'orée des années 1980. C'est finalement la formalisation du thème des « risques majeurs », réalisée par des acteurs investis dans le champ politique, qui contribue à façonner une relative homogénéité des études liées au « catastrophisme technocratique ».

Le 12 novembre 1981, Haroun Tazieff est nommé à la tête du Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, résultat d'un travail réalisé par ce dernier auprès de François Mitterrand, au lendemain de son élection, visant à le

20 Robert ANDURAND, « Le rapport de sûreté et son application dans l'industrie », *Annales des Mines*, n° 185, juillet-août 1979, p. 115-138.

sensibiliser notamment sur la réalité du risque sismique en France⁽²¹⁾. C'est donc par le biais de son expérience en matière de géologie que Haroun Tazieff pose le socle d'une réflexion au sein de l'administration publique autour de la catégorie des « risques majeurs ». Largement inspiré du travail de Robert Andurand en matière d'analyse des « risques majeurs », il estime qu'ils doivent faire l'objet d'une réflexion sous l'angle de la prévention et de la gestion de crise : en ce sens, la catastrophe technologique comme naturelle, une fois advenue, doit être gérée comme une opération de guerre⁽²²⁾. Robert Andurand l'affirme d'ailleurs de façon explicite :

« L'ampleur des accidents potentiels liés aux risques technologiques majeurs est en tous points comparable à une situation de guerre : seules des forces cohérentes, coordonnées, bien équipées et organisées, agissant à l'échelle nationale et même internationale, peuvent intervenir efficacement »⁽²³⁾.

Cet aspect n'est pas anodin car, pour ces experts, il s'agit de penser d'un même tenant les dimensions techniques, organisationnelles et psychologiques qui émergent à la suite de la catastrophe⁽²⁴⁾ : à côté de la gestion de l'environnement et de l'industrie demeure celle des populations. C'est le sens même de la catégorie de « risque majeur » et la façon dont elle est appréhendée dans la « deuxième vie » du Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, alors qu'il est constitué en une délégation rattachée aux services du Premier Ministre dès le mois d'avril 1984 :

« il ne s'agit [alors] plus seulement d'inventorier les risques mais de “participer à l'élaboration des programmes d'utilisation des moyens de secours nationaux en cas de catastrophe, quelle qu'en soit l'origine, de proposer les mesures de coordination interministérielle nécessaire” »⁽²⁵⁾.

De prime abord, l'objectif d'un tel dispositif semble consister à donner une cohérence à l'action publique en rassemblant sous le même giron des compétences éclatées entre différents ministères plutôt qu'à « inventer une procédure destinée à traiter un risque nouveau »⁽²⁶⁾. Pour autant, les analyses produites par Robert Andurand dans ses *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie* révèlent une approche ambivalente du problème des risques industriels, oscillant entre une prise en compte des difficultés et incertitudes inhérentes à l'activité industrielle et une forme de confiance dans la technique qui doit s'incarner, selon lui, à travers la figure de l'expert apte à prendre le recul nécessaire pour définir des moyens de prévention et de gestion de crise⁽²⁷⁾. S'il ne définit pas avec précision le concept de « désastrologie », Robert Andurand avance néanmoins une distinction entre deux acceptions. La « désastrologie » se distingue

21 Roland BECHMANN et Haroun TAZIEFF, « Menaces sur nos têtes. Ce n'est pas du nucléaire qu'il faut avoir peur », *Aménagement & nature*, n° 128 (1998), p. 43.

22 DECROP/GILBERT, « L'usage des politiques de transition » (note 15), p. 147.

23 Robert ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie*, t. 1, Secrétariat d'État aux risques naturels et technologiques majeurs, 1989, p. 26.

24 D'où également la commande de rapports à des spécialistes en matière de psychologie, voir notamment Sylvie LE POULICHET, *L'amour de la catastrophe*, Secrétariat d'État chargé de l'environnement, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement, 1991.

25 DECROP/GILBERT, « L'usage des politiques de transition » (note 15), p. 146.

26 *Ibid.*, p. 148.

27 R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie* (note 23).

des « études réalisées par les compagnies d'assurances, que ces dernières qualifient d'« accidentologie », [...] qui portent essentiellement sur les accidents souvent très graves mais qui sont, à mon avis, d'un ordre de grandeur inférieur à ceux que l'on peut raisonnablement redouter des risques technologiques majeurs »⁽²⁸⁾. Haroun Tazieff, pour sa part, propose la définition suivante :

« Le terme « risque technologique majeur » devrait en fait être réservé à des risques d'une ampleur inconnue jusqu'à ces derniers temps, risques tels que des villes entières, de vastes régions peuvent être concernées, des populations entières être atteintes, non seulement dans leur vie mais dans leur descendance. À un point tel qu'au moment où l'accident survient, la catastrophe ne fait que commencer... »⁽²⁹⁾.

Par là, il s'agit bel et bien de définir de « nouveaux risques » et d'envisager, par des études de cas détaillées, des réponses à apporter en amont, en matière de prévention, comme en aval, en planifiant des modalités de gestion de crise inspirées des méthodes militaires⁽³⁰⁾.

Pour ces novices dans le champ de l'action publique, la définition de catégories nouvelles prolonge l'effort de constitution d'un champ d'action public inédit entrouvert par le Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs en 1981. S'ils n'initient pas nécessairement une innovation politique majeure, ils contribuent néanmoins à installer une pensée de la catastrophe qui trouve désormais, *a minima*, des mots spécifiques pour l'évoquer et la caractériser : la loi du 22 juillet 1987 donne ainsi une réalité juridique à cette catégorie nouvelle de « risque majeur » en confiant des responsabilités spécifiques en matière d'information du public, de prévention en amont pour les industriels et de gestion de crise pour les élus locaux⁽³¹⁾.

Concernant Haroun Tazieff, s'il ne bénéficie que de peu de ressources à la tête du Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs – outre sa notoriété médiatique –, l'irruption, bien que marginale, de nouveaux acteurs dans l'action publique suscite néanmoins des conflits entre les périmètres de certains ministères comme ceux de l'Environnement, de l'Industrie ou de

28 *Ibid.*, p. 10.

29 Haroun TAZIEFF, *La terre va-t-elle cesser de tourner ? Pollutions réelles, pollutions imaginaires. Essai sur les nuisances, les unes graves à l'extrême, les autres fictives, qui pèsent sur la nature et, de ce fait, sur l'homme*, Paris, Seghers, 1989, p. 170.

30 Jean-Pierre DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002, p. 24 : si Jean-Pierre Dupuy oppose la naïveté d'une « optique purement gestionnaire » d'appréhension des « nouveaux risques » à une approche critique, le cas des experts mobilisés dans le cadre des travaux du Secrétariat d'État à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs illustre une situation sans doute plus ambivalente, ceux-ci étant conscients des limites de la technique mais réfractaires à l'idée d'en dresser un tableau trop critique ; Claude GILBERT et Jean-Paul ZUANON, « Situations de crise et risques majeurs : vers une redistribution des pouvoirs ? », *Politiques et management public*, 9/2 (1991), p. 61 : « L'attention pour les risques engendrés par la nature du développement technologique est antérieure à l'apparition de la notion de « risque majeur » introduite au début des années quatre-vingts (Lagadec, 1981) et rapidement reprise comme telle pour désigner l'action de la puissance publique dans ce domaine. »

31 GILBERT/ZUANON, « Situations de crise et risques majeurs » (note 30), p. 72 : la première application des principes posés par la loi du 22 juillet 1987, lors des inondations de Nîmes d'octobre 1988, apparaît comme un échec qui révèle l'aporie d'une stratégie axée sur une pensée de type militaire instiguée par Haroun Tazieff dans le cadre du deuxième temps des fonctions du Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

l'Intérieur⁽³²⁾. À l'origine organisée autour de professionnels étrangers aux grands corps de l'administration – médecin, ingénieur, universitaire –, la structure qu'il a contribué à mettre en place est rapidement réintégrée dans le giron d'une tradition administrative plus classique en se rattachant aux prérogatives et à la tutelle du ministère de l'Environnement. Cela marque la fin de la période Tazieff : il quitte son poste avec l'alternance politique de 1986, tout en regrettant les « dérives administratives » du nouveau fonctionnement de la structure⁽³³⁾.

Fig. 1. Trajectoire institutionnelle du Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs

Date	Intitulé	Tutelle	Directeur
12 novembre 1981	Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs		Haroun Tazieff
10 avril 1984	Délégation à l'étude et à la prévention des risques majeurs	Premier Ministre	Haroun Tazieff
7 août 1984	Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	Premier Ministre	Haroun Tazieff
20 mars 1986	Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	Ministère de l'Environnement	Gérard Renon

L'émergence d'un « catastrophisme technocratique » constitue un moment de redéfinition des problématiques environnementales, à la suite de ce qui est souvent présenté comme un temps de genèse et d'institutionnalisation, entre la fin des années 1960 et 1970⁽³⁴⁾. Il révèle des conflictualités au sein de l'administration publique française, puisqu'en intégrant les « risques technologiques », le Secrétariat d'État empiète sur le champ de compétence du ministère de l'Industrie. Ainsi, « par le biais de la catastrophe, le thème de l'environnement, en souffrance au tournant des décennies 70/80, est remis à l'ordre du jour », ce qui permet par ailleurs au ministère de l'Environnement de reprendre une place au sein de l'administration publique en démontrant que son domaine d'action s'articule autour d'enjeux tout aussi graves et sérieux que ceux d'autres ministères⁽³⁵⁾. Bien que Haroun Tazieff tire un bilan mitigé de son action, il a contribué à lutter contre une tendance à l'invisibilisation de l'horizon de la catastrophe au sein du champ politique⁽³⁶⁾. Il brise ainsi un tabou autour des catastrophes industrielles en les érigeant comme objets d'analyse légitimes.

Si le ministère de l'Environnement se saisit de la catastrophe industrielle pour reconstruire une forme d'autorité, c'est d'abord au travers d'une réflexion partant de

32 DECROP/GILBERT, « L'usage des politiques de transition » (note 15), p. 145.

33 *Ibid.*, p. 146.

34 Florian CHARVOLIN, *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003.

35 DECROP/GILBERT, « L'usage des politiques de transition » (note 15), p. 146 : en 1986, le Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs est ainsi rattaché au ministère de l'Environnement à la suite de l'alternance politique.

36 Haroun TAZIEFF, « Préface », in : R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrosologie* (note 23).

la sécurité des populations. Le « catastrophisme technocratique » prend d'abord racine dans une pensée de l'action publique guidée par des savoirs issus de l'univers des sciences expérimentales : plus sectorielle que systémique, plus experte que réflexive, cette pensée de la catastrophe ne recoupe pas le socle conceptuel de l'écologie politique. Haroun Tazieff refuse ainsi d'adhérer pleinement à la critique écologiste des sociétés industrielles : selon lui, certains militants s'égarent lorsqu'ils s'opposent au nucléaire ou dénoncent les pollutions dues à certains composés chimiques comme les biphényles polychlorés (PCB) ou les chlorofluorocarbures (CFC)⁽³⁷⁾.

La construction d'un « catastrophisme technocratique » illustre assurément une tentative, à travers la définition de catégories nouvelles comme celle des « risques majeurs », de circonscription d'un domaine d'action précis, si ce n'est dans sa définition, du moins dans sa méthode, s'appuyant sur une casuistique de la catastrophe industrielle. Le rôle de Haroun Tazieff et de l'équipe qui l'entoure est donc considérable, parce qu'il contribue à donner forme à cette accumulation de rapports, en traduisant politiquement une série de réflexions sur la catastrophe. Cette opération de traduction constitue une ressource pour renforcer la légitimité de l'environnement comme catégorie d'action publique au sein de l'administration française.

Un moment catastrophiste ?

La civilisation du risque (Patrick Lagadec, 1981), *La société du risque* (Ulrich Beck, 1986), *La société vulnérable* (Jean-Louis Fabiani et Jacques Theys, 1987), pour s'arrêter aux publications aux titres les plus explicites : tous témoignent d'un moment marquant la volonté de comprendre un changement de paradigme dans les modes de représentation du devenir du monde contemporain. Ces travaux partagent un diagnostic commun : celui d'une nouveauté radicale portée par les transformations profondes engendrées par l'industrialisation des sociétés occidentales. Celles-ci génèrent une quantité sans cesse croissante de risques dont le caractère inédit tient au fait que ce ne sont plus des facteurs externes (nature, divinités) qui en sont les premiers véhicules, mais bien les activités humaines⁽³⁸⁾. Toutefois, les constats dressés par les porteurs d'un « catastrophisme technocratique » se heurtent parfois aux schèmes des hauts fonctionnaires et des catégories de l'action publique. Si celles-ci pouvaient se prêter à l'intégration de critères liés à la sécurité des populations ou à la protection de l'environnement, elles se plient plus difficilement aux interrogations portant sur le modèle de développement. Deux débats illustrent particulièrement ces tensions, celui qui porte sur la notion d'« acceptabilité » des risques, ainsi que la réflexion sur la possibilité de conjurer les craintes d'un futur grevé par l'horizon de la catastrophe.

Le changement de paradigme se lit d'abord dans l'inadéquation entre un champ sémantique et des imaginaires hérités des dynamiques historiques profondes des sociétés industrielles occidentales. Pour Ulrich Beck, il y a là la cause principale d'une situation d'inconfort et de difficulté particulière à traduire dans le langage la réalité

37 H. TAZIEFF, *La terre va-t-elle cesser de tourner ?* (note 29).

38 Ulrich BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (1986), Paris, Flammarion, 2008, p. 341.

d'un monde nouveau émergent⁽³⁹⁾. Des mots aux chiffres, l'analyse d'une rupture décisive se lit aussi dans la volonté de traduire rationnellement des faits en tentant de les quantifier. La casuistique des catastrophes dressée par Robert Andurand témoigne d'une démarche à l'ambition exhaustive qui, si elle ne reflète certainement pas la réalité de l'évolution du nombre de catastrophes industrielles dans le monde, traduit néanmoins la volonté de son auteur d'identifier la période 1960-1980 comme un temps marqué par une nette augmentation. Selon lui, l'interprétation d'une telle réalité tient dans le fait que la course au « gigantisme qui caractérise la conception des stockages et des transports des produits dangereux dans la période 1960-1980 a accru de façon extraordinaire les dangers potentiels des produits chimiques et la vulnérabilité de l'environnement »⁽⁴⁰⁾. En somme, ce sont les porteurs d'un « catastrophisme technocratique » qui forgent eux-mêmes la représentation d'un « moment catastrophiste » allant en s'intensifiant au cours de ces décennies.

Fig. 2. Nombre d'occurrences de catastrophes industrielles recensé par Robert ANDURAND dans ses *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie*⁽⁴¹⁾

Ainsi, selon les mots de Jacques Theys en 1987, « ce sont les événements, beaucoup plus que les analyses théoriques, qui ont imposé l'idée de société vulnérable »⁽⁴²⁾. Responsable de la prospective au ministère de l'Environnement dans les années 1970, avant d'être membre de plusieurs cabinets des ministres Huguette Bouchardeau et Brice Lalonde dans la décennie suivante, il est une figure majeure des interactions entre la jeune administration de l'Environnement et le monde académique. Sa trajectoire

39 *Ibid.*, p. 25 : « Il est impossible qu'une époque entière bascule dans un espace soustrait aux catégories en vigueur jusqu'alors sans que cet espace soit décrit et estampillé pour ce qu'il est : une aspiration à l'ordre du passé, un passé qui se prolonge au-delà de lui-même, et à qui échappent totalement le présent et l'avenir. »

40 R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie* (note 23), p. 9.

41 *Ibid.*

42 Jacques THEYS, « La société vulnérable », in : Jean-Louis FABIANI et Jacques THEYS (dir.), *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1987, p. 20.

incarne la volonté de traduire les réflexions des penseurs du catastrophisme dans des catégories opérationnelles pour l'action publique. À bien des égards, sa démarche s'inscrit dans la veine des travaux menés par Patrick Lagadec sur la question des « risques technologiques » dès la fin des années 1970. Elle consiste en une casuistique des catastrophes, se fondant sur une analyse des événements passés pour en tirer les leçons.

En 1987, la parution de *La société vulnérable*, recueil de textes alimentant le travail prospectif du ministère de l'Environnement, affirme, en quelques formules synthétiques, le besoin de définition d'un cadre conceptuel permettant, d'une part, d'énoncer et de définir la spécificité de risques nouveaux et, d'autre part, de proposer la formulation de solutions destinées à donner une issue politique à une problématique qui apparaît encore largement insaisissable. La « société vulnérable » décrite par Jacques Theys et Jean-Louis Fabiani interroge le devenir des sociétés industrielles, tout en éclairant le danger de susciter une apathie globale face à l'annonce de risques non plus sectoriels mais devenus existentiels. Intégrer cette nouvelle réalité constituerait ainsi une issue politique qui, pour Ulrich Beck, revient néanmoins à poser les bases d'« une société de la catastrophe [où] l'état d'exception menace d'y devenir état normal »⁽⁴³⁾.

À ce titre, la proposition que Jacques Theys formule avec le concept de « culture du risque » participe à la construction d'une acceptabilité sociale des catastrophes, sous la forme euphémisée du risque, c'est-à-dire de l'accident traduit en une occurrence statistique. Dès lors, la menace de la catastrophe doit être intégrée dans notre appréhension quotidienne du monde. Dans le même ouvrage, Alain Carignon, ministre de l'Environnement de 1986 à 1988, valide cette proposition en déplorant le fait que « notre principale vulnérabilité pourrait bien être notre capacité insuffisante à inventer une culture ouverte et pleinement adulte et responsable du risque »⁽⁴⁴⁾. En définitive, la « culture du risque » est une solution qui vise d'abord à intégrer les risques technologiques dans le giron des objets du monde qui peuvent être décrits rationnellement et dont les effets peuvent être mesurés, quantifiés et compensés⁽⁴⁵⁾.

En opposant les tenants d'une casuistique des catastrophes d'une part et les « analyses théoriques » d'autre part, Jacques Theys évacue l'examen de l'origine historique de la production de risques technologiques. En ce sens, la « culture du risque » ancre dans le présent une réalité dont l'épaisseur historique n'est pas interrogée. La notion de « culture du risque » laisse transparaître l'idée véhiculée par les inspireurs des travaux du Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs selon laquelle le « risque technologique », en ce qu'il véhicule des représentations alimentées par la symbolique de certains accidents médiatisés, cristallise un imaginaire irrationnel dans l'opinion publique. Ce sont alors les représentations collectives qui sont en cause, accusées d'obstruer la compréhension raisonnable du sujet. Pour Robert Andurand, cela passe tout d'abord par un rapport proportionnel aux différents types de risques :

43 U. BECK, *La société du risque* (note 38), p. 43.

44 Alain CARIGNON, « Avant-propos », in : FABIANI/THEYS (dir.), *La société vulnérable* (note 42), p. I.

45 Gérard RENON, « Une stratégie du risque », *Aménagement & nature*, n° 91 (1988), p. 1 : nouvellement nommé à la tête du Secrétariat d'État en charge de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, Gérard Renon s'inscrit explicitement dans une telle démarche en affirmant la nécessité d'adosser à une « culture du risque » un « esprit de prévention ».

«Il existe une différence énorme entre la manière dont est perçu le risque industriel pour lequel les autorités administratives et judiciaires refusent à l'industriel le droit à l'erreur ou le droit à un risque résiduel et la manière dont les crimes et délits sont perçus: on remarque que les juges d'application des peines admettent pour libérer les prisonniers un risque résiduel bien plus important que celui que les magistrats admettent pour le risque technologique»⁽⁴⁶⁾.

Formulée en 1987 par les auteurs de *La société vulnérable*, la notion de « culture du risque » constitue une proposition visant à intégrer le « risque technologique » comme une réalité normalisée et acceptable. Cette démarche s'inscrit dans un contexte social et intellectuel où l'interrogation sur l'identification de la « responsabilité » dans les catastrophes industrielles s'érode, en réactivant l'idée que les risques acceptables seraient ceux qui pourraient être indemnisés⁽⁴⁷⁾. Pourtant, Ulrich Beck épingle vivement cette logique en contestant la pertinence des régulations fondées sur les « taux limites admissibles » qui apparaissent alors comme une solution pour encadrer la gestion des risques et pollutions industrielles. Au-delà des difficultés propres à la définition d'un seuil spécifique demeure une situation d'incertitude radicale qui contribue à normaliser le rapport au risque: si l'on dresse une liste des substances à encadrer une à une d'un seuil, *quid* de leur effet conjugué⁽⁴⁸⁾? Une casuistique du risque et, *a fortiori*, de la catastrophe constitue, selon Ulrich Beck, une fausse solution qui contribue à ancrer durablement une incertitude radicale propice à alimenter la production de risques. Car adopter une approche casuistique et définir au cas par cas les substances chimiques problématiques pour leur attribuer des seuils revient également à laisser le champ libre à toutes les substances encore inconnues. Un tel raisonnement serait alors « un syllogisme technocratique tout à fait douteux et dangereux: ce que l'on n'appréhende pas ou ce que l'on ne peut pas (encore) appréhender n'est pas nocif »⁽⁴⁹⁾.

L'analyse d'Ulrich Beck invite à saisir la « société du risque » comme une réalité nouvelle qui structure un mode d'appréhension du monde. Cela touche en particulier le rapport au temps qui, du fait de la menace permanente de la catastrophe à venir, ne peut que se déployer dans un présent perpétuel, où toute volonté de projection se heurte à ce que le sociologue nomme l'« irréversible », c'est-à-dire les effets latents et différés de l'usage des techniques modernes. La production croissante des risques qui est son corollaire impose donc, presque mécaniquement, un rapport nouveau au temps. Sur ce point, la réflexion du sociologue allemand partage des constats avec le « catastrophisme technocratique » à la française. Ainsi, pour Robert Andurand, la concentration des activités à risques et des populations ne peut qu'entretenir le potentiel « désastrolgique »⁽⁵⁰⁾. Dans une telle situation, il ne s'agit pas de prévoir la catastrophe qui, par

46 R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie* (note 23), p. 16.

47 Christine NOUVILLE, *Du bon gouvernement des risques*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 179 *sqq.*; Michael BEHRENT, « Accidents Happen: François Ewald, the "Antirevolutionary" Foucault, and the Intellectual Politics of the French Welfare State », *Journal of Modern History*, 82/3 (2010), p. 585-624.

48 U. BECK, *La société du risque* (note 38), p. 121.

49 *Ibid.*, p. 119.

50 R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrologie* (note 23), p. 13.

définition, est imprévisible pour ce qui touche aux « risques technologiques majeurs », mais plutôt de planifier l'urgence dans l'optique future qu'elle advienne⁽⁵¹⁾.

Ces réflexions s'inscrivent ainsi dans un contexte de bouleversement du régime d'historicité caractéristique des sociétés occidentales contemporaines – ou « régime d'historicité moderne »⁽⁵²⁾ –, celui propre à la modernité industrielle, qui décrit un rapport au temps dans lequel le présent ouvre inévitablement la voie vers un futur orienté vers le progrès, en se démarquant radicalement d'un passé disqualifié. Or, ce rapport au temps s'érode, de l'après-guerre aux accidents industriels qui marquent les années 1970, donnant un écho aux courants critiques des techniques⁽⁵³⁾. Sans partager le socle théorique des penseurs de l'écologie politique, les penseurs des catastrophes soulignent que les effets écologiques des désastres modernes transforment notre rapport au temps. Le constat d'une altération à grande échelle des écosystèmes se retrouve sous la plume des experts qui invitent les responsables industriels et les pouvoirs publics à envisager d'autres rapports au temps, en rompant avec une vision strictement progressiste. Selon Patrick Lagadec,

« l'homme est dorénavant capable de produire des désastres d'une tout autre échelle, et surtout d'une tout autre nature. De vastes régions, des capitales économiques, peuvent être concernées par une destruction, une contamination ; des populations importantes peuvent être touchées non seulement dans leur vie mais encore – phénomène absolument nouveau – dans leur descendance. Insistons sur ce second point : jusqu'à aujourd'hui, l'accident frappait sur l'instant ; désormais, la catastrophe s'inscrit dans la durée. Au moment de l'événement, la catastrophe ne s'est pas déjà accomplie : elle ne fait que commencer »⁽⁵⁴⁾.

Le risque majeur est ainsi présenté comme « une ombre portée sur le présent et le futur ». Puisque l'avenir post-catastrophe serait condamné, l'enjeu résiderait dans un surinvestissement du présent pour repérer les signaux faibles et prévenir les accidents. Ce présentisme⁽⁵⁵⁾ n'est toutefois pas le nom d'une résignation, puisque Patrick Lagadec livre plusieurs pistes, depuis la revalorisation de la parole des instances ou des corps intermédiaires capables d'anticiper certains risques (Comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises, Conseils départementaux d'hygiène), jusqu'à interroger la pertinence de certains choix de développement⁽⁵⁶⁾.

Toutefois, cette transformation brutale du rapport au temps structure un hiatus entre agents du SEI et le milieu du « catastrophisme technocratique » qu'ils avaient contribué à faire prospérer. En effet, les agents du SEI restent en charge de l'action publique de régulation des risques industriels, qu'ils pensent notamment comme une condition

51 *Ibid.*, p. 9.

52 Nous nous référons ici au concept proposé par François Hartog. Voir François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

53 François JARRIGE, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, p. 259-288.

54 P. LAGADEC, *La civilisation du risque* (note 18), p. 63.

55 Nous empruntons, à nouveau, ce concept à François Hartog. Il définit une forme de rapport au temps marqué par un surinvestissement du présent au détriment du passé ou du futur : ces deux catégories ne cessent pas pour autant d'exister, mais sont souvent redéfinies dans les termes du présent vu comme réalité continue et persistante. Voir F. HARTOG, *Régimes d'historicité* (note 52).

56 P. LAGADEC, *La civilisation du risque* (note 18), p. 170-174.

pour garantir des relations harmonieuses entre l'expansion des activités industrielles et les intérêts des populations riveraines. Or, la perspective trouble d'un futur grevé par l'ombre de la catastrophe contredit cette fonction de garant de la poursuite des activités économiques. En ce sens, si la réflexion sur les catastrophes percuté cette administration, elle mène à la formulation de solutions bien différentes de celles que pouvait esquisser Patrick Lagadec. Le présentisme prégnant chez les fonctionnaires de l'environnement industriel ouvre une fenêtre sur un futur immédiat, lequel ne peut se penser qu'au prisme d'une restauration partielle du « régime moderne d'historicité »⁽⁵⁷⁾ – le « Progrès » se confondant alors avec la prospérité de l'activité industrielle, quand bien même celle-ci serait tempérée par l'intégration de critères environnementaux. Pour cela, l'une des propositions cardinales des responsables des administrations de l'environnement industriel réside dans la construction d'une prédictibilité statistique. La gestion probabiliste des risques est ainsi une question centrale dans *La société vulnérable*, mais le rôle de l'assurance dans la prévention des catastrophes est surtout clairement exprimé par le directeur de la prévention des pollutions et des risques, Thierry Chambolle, devant une association d'assureurs en 1988 :

« Les Assurances ont, de plus en plus, à faire face aux problèmes de l'accident industriel, qu'il soit majeur ou qu'il soit moyen, et il me paraît normal qu'elles aient la capacité de vérifier que les industriels qui souscrivent des contrats d'assurance respectent un minimum de précautions pour éviter les accidents [...] ».

Il doit s'établir non plus un couple Entreprise/Administration, mais une concertation étroite Entreprise/Assurance/Administration, pour accroître finalement le niveau de sécurité de l'ensemble de l'appareil industriel français, au bénéfice, bien entendu, de l'environnement, des voisins, mais aussi de l'appareil économique »⁽⁵⁸⁾.

Plusieurs hauts fonctionnaires de l'environnement industriel partagent alors cette conviction. Au moment où les représentations héritées de la société industrielle semblent affaiblies, les réflexions sur la réorganisation des sociétés contemporaines par les outils de gestion du risque prennent de l'ampleur parmi des acteurs situés à l'intersection du champ académique, du champ politique et du monde de l'entreprise en France⁽⁵⁹⁾. Toutefois, cette conviction dans la vertu de l'assurance est à l'origine de désillusions pour plusieurs de ces hauts fonctionnaires dans la décennie suivante⁽⁶⁰⁾.

57 Ce présentisme ouvert sur le futur immédiat rejoint les remarques formulées par Jérôme Baschet. Voir J. BASCHET, *Défaire la tyrannie du présent* (note 5), p. 80.

58 Thierry CHAMBOLLE, « Le risque industriel "mineur" : maîtriser un danger quotidien », *Aménagement & nature*, n° 89 (1988), p. 19.

59 M. BEHRENT, « Accidents Happen » (note 47).

60 J.-P. DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé* (note 30), p. 136 : « Nous ne savons pas parce que nous ne pouvons pas savoir, compte tenu de notre implication dans des systèmes, naturels et techniques, que nous transformons et qui nous transforment. » Aporie relevée notamment par Hans Jonas, la solution statistique à l'approche des risques technologiques apparaît inefficace en ce que leur spécificité tient dans un décalage indépassable entre la capacité d'agir des hommes et la portée de leurs savoirs. Cette disjonction constitue une « incertitude épistémique » et donc indépassable qui rend vaine toute tentative de définition statistique du risque. Pour Robert Andurand, l'approche statistique n'est pas à rejeter par principe, mais elle doit s'intégrer à une approche globale qui ne peut faire l'économie de ce qu'il nomme une « approche déterministe », destinée à évaluer les conséquences d'un accident dans l'optique de le prévenir et d'en gérer les effets. Voir R. ANDURAND, *Éléments de sûreté chimique et de désastrosologie* (note 23), p. 15.

Elle constitue une forme de retour en arrière, face à ce que nombre d'analystes incarnant ce « moment catastrophiste », à l'instar d'Ulrich Beck, décrivent comme un changement de paradigme majeur⁽⁶¹⁾.

En somme, si le Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs a laissé l'empreinte d'un moment de réflexion profond sur les moyens de conceptualiser et de définir la réalité ainsi que le changement d'échelle de ce qu'il qualifie alors de « risques majeurs », il semble déboucher au moins partiellement sur une impasse. Dans des propos jetant un regard rétrospectif sur son action à la tête du Secrétariat d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, Haroun Tazieff révèle d'une certaine façon que l'absence de solution précise à donner à la situation nouvelle de la catastrophe comme état normal du devenir des sociétés industrielles n'est pas véritablement un problème en soi :

« Les accidents ne sont jamais que des accidents. Bhopal : deux cent mille victimes... Tangshan : des millions... Des millions de gens meurent, mais d'autres vont "repousser" : il y a eu je ne sais combien de douzaine de millions de morts de 1940 à 1945. Mais, de toutes façons ils seraient morts tôt ou tard. Il y a tout juste... un décalage : c'est secondaire. Ce qui compte, ce qui est essentiel, c'est la nature des milieux (gazeux, liquide et solide – les trois états de la matière), dans lesquels vont vivre les générations à venir, à commencer par la nôtre, et ensuite nos descendants... s'il y en a. Or, c'est cela qu'on est en train de détruire, et, probablement, de façon irrémédiable »⁽⁶²⁾.

Demeure la question de savoir quelle réponse apporter à la mise en péril des générations futures : là encore, le constat est dressé, mais les réponses restent absentes. C'est sans doute également à travers le sentiment d'étrangeté radicale d'une situation néanmoins prégnante en ce qu'elle interroge jusqu'au devenir même des sociétés industrielles que le « moment catastrophiste » de la décennie 1980 s'illustre : un constat partagé mais hésitant quant à la définition précise des contours du problème et, *a fortiori*, aux réponses politiques à formuler.

Conclusion

Au cours de la séquence courant entre 1966 et l'issue des années 1980, la formation d'un « catastrophisme technocratique » a profité de la mutation du régime des risques industriels en France. L'adaptation de la réglementation industrielle d'une part et la montée en puissance d'une rationalité environnementale au sein de l'État d'autre part ont permis à un aérorage hétérogène d'ingénieurs et de chercheurs de construire une réflexion sur le caractère inédit des catastrophes industrielles contemporaines. En se fondant sur une casuistique minutieuse d'accidents industriels, l'accumulation d'études localisées a permis à ces experts d'alimenter une réflexion sur l'horizon de la catastrophe au sein d'une société industrielle dont les repères sociaux et économiques sont alors en crise. L'ampleur des réflexions menées s'inscrit dans un moment intellectuel transnational, au cours duquel plusieurs sociologues et philosophes s'interrogent

61 FRESSOZ/PESTRE, « Risques et société du risque depuis deux siècles » (note 7), p. 30-34 : on peut faire remonter l'approche assurantielle du risque au second XIX^e siècle où sa mise en nombre permet de le rendre acceptable et « économiquement maîtrisable ».

62 BECHMANN/TAZIEFF, « Menaces sur nos têtes » (note 21), p. 44.

sur les outils dont disposent les sociétés contemporaines pour traduire l'horizon de la catastrophe – un phénomène par définition imprévisible et incertain – en risques, c'est-à-dire en occurrences statistiques quantifiables.

En décontemporanisant le regard sur le catastrophisme, cette étude invite à souligner que le catastrophisme se présente fréquemment sous les formes d'un présentisme. Tout comme la confrontation à la catastrophe climatique s'énonce au présent, sans éclairer les responsabilités historiques dans l'origine de cette situation, le « catastrophisme technocratique » se hâta d'organiser présentement l'urgence de la gestion de la catastrophe à venir. L'horizon d'attente s'effaçait ainsi sous le poids d'une catastrophe qui, si le moment de sa survenue était imprévisible, apparaissait inévitable, et dont les effets écologiques seraient durables. Il n'en reste pas moins que cet horizon de la catastrophe inéluctable constitue l'une des causes de la disjonction graduelle entre les porteurs du « catastrophisme technocratique » d'une part et les hauts fonctionnaires en charge d'une politique de l'environnement industriel d'autre part.

Toutefois, cette disjonction ne fut possible qu'en raison de l'existence d'un dialogue fructueux et de références intellectuelles partagées pendant près d'une vingtaine d'années. Loin d'entretenir une résignation, ce « catastrophisme technocratique » présente l'originalité d'avoir été pensé et organisé pour servir l'action publique. Cette étude invite ainsi à s'interroger sur l'assignation à la marginalité politique qui frappe fréquemment les courants désignés comme catastrophistes. Les réflexions sur les scénarios les plus pessimistes peuvent être ressaisies, aussi bien par des responsables politiques que par certains secteurs de l'administration, selon des agendas qui leur sont propres et peuvent aisément différer des interprétations qu'en livrent les auteurs catastrophistes. Loin d'être une démarche cantonnée à l'administration de l'environnement française des années 1980, elle se retrouve aujourd'hui dans l'appropriation de scénarios issus des pensées catastrophistes dans des armées occidentales anticipant les « guerres climatiques »⁽⁶³⁾, ainsi que dans l'enrôlement des auteurs de science-fiction à des fins militaires⁽⁶⁴⁾.

Résumé

Alors que l'étude des catastrophismes est souvent marquée par l'étude d'avant-gardes ou de courants situés aux marges du champ intellectuel ou politique, cette contribution souhaite interroger l'existence et les usages d'une réflexion sur les catastrophes pour l'orientation de l'action publique. Pendant la période d'invention politique de l'environnement, au cours des années 1970 et 1980, les hauts fonctionnaires français en charge des politiques de l'environnement industriel façonnent des pratiques administratives qui visent à anticiper et à gérer la survenue d'accidents industriels. Cette contribution étudie ainsi la genèse d'un « catastrophisme technocratique », alimenté par la production d'une série de rapports et de travaux de recherche commandés auprès de chercheurs

63 Harald WELZER, *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle ?*, Paris, Gallimard, 2009 ; Razmig KEUCHEYAN, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, Zones, 2014.

64 « L'armée française en appelle à la science-fiction pour anticiper les menaces du futur », *Le Monde*, 18 juillet 2019.

en sciences sociales comme d'ingénieurs. Alors que les années 1980 sont fréquemment considérées comme celles d'un reflux des préoccupations environnementales à l'échelle internationale, nous soulignons que les réflexions sur les risques et les catastrophes sont au cœur d'un moment catastrophiste qui se caractérise par une circulation transnationale des réflexions sur la manière dont l'horizon d'attente des catastrophes industrielles participe à la transformation de l'action publique et des formes de régulation.

Zusammenfassung

Der ökologische Katastrophismus ist oft unter dem Blickwinkel der „avantgardistischen“ Strömungen analysiert worden, d. h. eher am Rande des intellektuellen und politischen Feldes. Der vorliegende Beitrag möchte die Entstehung einer spezifischen Reflexion in den 1970er-1980er Jahren untersuchen, die beträchtlich an der Gestaltung neuer öffentlicher Maßnahmen im Rahmen der Arbeitsunfälle Teil hatte. Was jene Periode angeht, die oft als eine Zeit der politischen Erfindung der Umwelt geschildert wird, wird hier betont, dass französische hohe Beamte, die für Umwelt und Industrie zu sorgen haben, Verwaltungspraktiken entwickeln, die das Vorkommen von Industrieunfällen vorwegnehmen und kontrollieren sollen. Dieser Beitrag analysiert die Entstehung eines „technokratischen Katastrophismus“, der auf verschiedenen Berichten und akademischen Publikationen beruht, welche v. a. von Ingenieuren und Sozialwissenschaftlern verfasst wurden. Während die 1980er Jahre häufig als eine Zeit der „umweltlichen Gegenreaktion“ auf internationaler Ebene betrachtet werden, wird hier gezeigt, dass diese Periode auch als ein „katastrophaler Moment“ in den öffentlichen Politiken angesehen werden kann. Dieser Moment betrifft nicht nur die Verwaltung, sondern zeichnet sich durch eine Kluft in der Art und Weise aus, wie die Verwaltungsinstanzen die zukünftigen Entwicklungen und die Regulierung ihrer Gefahren ins Auge fassen.

Abstract

Environmental catastrophism has often been questioned through the study of “avant-garde” trends, often led at the margins of intellectual and political fields. This article explores the birth of a specific set of reports and books on environmental catastrophes in the 1970-1980's that took an important part in the shaping of new public policies regarding industrial hazards. During this period, often described as a time of political invention of the environment, we emphasize that French civil servants in charge of environmental and industrial issues shaped administrative practices that aimed at forecasting and dealing with industrial accidents. This paper analyzes the rise of a “technocratic catastrophism”, based on several types of reports and academic publications, mainly written by engineers or social scientists. While the 1980's are often seen as a time of “environmental backlash” on the international level, we argue that this period could also be seen as a “catastrophist moment” within public policies. Not only strictly administrative, this moment is characterized by a shift in the way the administration envisions upcoming industrial developments and the regulation of its hazards.